

Mise à la retraite
d'office
suris à l'abolition
applicable en Algérie
SOC. de l'Etat
du Régime
de retraite.

PRUD'HOMMES

L.G.

COUR DE CASSATION

Audience publique du 11 juillet 2000

Cassation

M. WAQUET, conseiller doyen
faisant fonctions de président

Arrêt n° 3301 F-D

Pourvoi n° E 98-43.498

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE SOCIALE, a rendu
l'arrêt suivant :

Sur le pourvoi formé par M. Daniel Loberot, demeurant 2, rue
du Lycée, Chamarandes-Choignes, 52000 Chaumont,

en cassation d'un arrêt rendu le 2 avril 1998 par la cour d'appel de Dijon
(chambre sociale), au profit de la société Epic SNCF Sernam, dont le siège
est Place du général de Gaulle, 52000 Chaumont,

défenderesse à la cassation ;

LA COUR, en l'audience publique du 30 mai 2000, où étaient
présents : M. Waquet, conseiller doyen faisant fonctions de président,
Mme Duval-Arnould, conseiller référendaire rapporteur, M. Texier, conseiller,
MM. Soury, Besson, Rouquayrol de Boisse, Mme Ruiz-Nicolétis, conseillers
référendaires, M. Kehrig, avocat général, Mme Molle-de Hédouville, greffier
de chambre ;

Mme Odent

Sur le rapport de Mme Duval-Arnould, conseiller référendaire, les observations de Me Odent, avocat de la société Epic SNCF Sernam, les conclusions de M. Kehrig, avocat général, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur le premier moyen :

Vu l'article 13 de la loi des 16-24 août 1790, la loi du 16 Fructidor an III et le principe de la séparation des pouvoirs ;

Attendu que l'appréciation de la légalité d'un acte administratif échappe à la compétence du juge civil ; que lorsque sa validité est contestée devant lui, il doit renvoyer en appréciation de légalité devant le juge administratif et surseoir à statuer ;

Attendu que, selon l'arrêt attaqué, M. Loberot, au service de la SNCF depuis le 14 janvier 1963, a été mis à la retraite d'office à compter du 26 avril 1996 ; qu'il a saisi la juridiction prud'homale de demandes d'indemnités de rupture et de dommages-intérêts, en invoquant l'illégalité de l'article 7 du règlement de retraites de la SNCF et du décret n° 54-24 du 9 janvier 1954 ;

Attendu que, pour débouter le salarié de sa demande, la cour d'appel a relevé qu'il remplissait les conditions d'âge et de durée de service prévues par l'article 7 susvisé et que la légalité des dispositions réglementaires ne pouvait être discutée devant une juridiction de l'ordre judiciaire ;

Qu'en statuant ainsi, alors que la validité de ces dispositions était contestée, la cour d'appel a violé les textes et principe susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 2 avril 1998, entre les parties, par la cour d'appel de Dijon ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Besançon ;

Condamne la société Epic SNCF Sernam aux dépens ;

Dit que sur les diligences du procureur général près la Cour de Cassation, le présent arrêt sera transmis pour être transcrit en marge ou à la suite de l'arrêt cassé ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de Cassation, Chambre sociale,
et prononcé par le président en son audience publique du onze juillet deux
mille.